

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient



La culture au tournant

Menaces et inventions

Carole Desbarats
Anne Dujin
Emmanuel Laurentin

Musées imaginaires

Emmanuel Alloa
Hélène Mugnier

Politique culturelle

Françoise Benhamou
Chris Dereon
Aurélie Filippetti

Trump contre l'Amérique – Le Parti démocrate en transition

Frantz Fanon et l'homme de la CIA

Élections par temps d'épidémie – Des jeunes sans berceail

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directrice de la rédaction Anne-Lorraine Bujon

Rédactrice en chef Anne Dujin

Rédacteur en chef adjoint Jonathan Chaliar

Responsable de la communication Edouard Chignardet

Comité de rédaction

Joseph Bahout, Françoise Benhamou, Hamit Bozarslan, Sylvie Bressler,
Fabienne Brugère, François Crémieux, Carole Desbarats, Élise Domenach,
Thierry Fabre, Michaël Fœssel, Antoine Garapon, Joël Hubrecht,
Annick Jamart, Justine Lacroix, Anne Lafont, Manuel Lafont Rapnouil,
Emmanuel Laurentin, Guillaume Le Blanc, Nicolas Léger, Michel Marian,
Marie Mendras, Jean-Claude Monod, Hélène Mugnier,
Véronique Nahoum-Grappe, Bernard Perret, Jean-Pierre Peyroulou,
Jean-Yves Pranchère, Camille Riquier, Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

Comité d'honneur

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Marc Ferry, Nicole Gnesotto,
Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin, Patrick Mignon, Thierry Paquot,
Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud, Irène Théry,
Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

À plusieurs voix

**Vague verte et débâcle
d'En Marche**

Rémi Lefebvre
p. 10

La fracture écologique
Erwan Rutu
p. 14

Des jeunes sans bercail
Emmanuel Bodinier
p. 17

**Vote populaire par temps
d'épidémie**
Marie Mendras
p. 21

**Pologne : les paradoxes
de l'élection présidentielle**
Jean-Yves Potel
p. 26

Le piège de Hamilton
Nicolas Leron
p. 30

La fin du libre-échange ?
Juliette Schwak
p. 34

La culture au tournant

Introduction

*Carole Desbarats
et Emmanuel Laurentin*
p. 40

Crise de l'archipel culturel
Françoise Benhamou
p. 47

Qui prescrit ?
Anne Dujin
p. 59

**Menaces sur les petites salles
de cinéma**
Carole Desbarats
p. 67

**Vers un nouveau musée
imaginaire**
Emmanuel Alloa
p. 77

Le sens de la visite
Hélène Mugnier
p. 88

La dotation de la culture
Chris Dercon
p. 97

Un ministère très politique
*Entretien avec
Aurélie Filippetti*
p. 103

Cultures

Théâtre / Tiago Rodrigues :
la démocratie au cœur
Frédérique Zahnd
p. 158

Cinéma / La curiosité
et la gêne : redécouvrir
Crash et *Elephant Man*
Louis Andrieu
p. 162

Livres
p. 165

Brèves / En écho
p. 186

Auteurs
p. 189

Varia

Trump contre l'Amérique
Michel Rosenfeld
p. 112

La « gauchisation »
du Parti démocrate
Michael C. Behrent
p. 123

Clemenceau contre
Toqueville
Bruce Ackerman
p. 132

Frantz Fanon
et l'homme de la CIA
Thomas Meaney
p. 143

AVANCER MASQUÉ

De toutes formes, de toutes couleurs, le masque a fait cet été son entrée sur la liste des objets quotidiens incontournables. D'abord obligatoire dans les transports en commun et la plupart des lieux publics clos, son port s'est peu à peu généralisé à l'espace public dans une majorité d'agglomérations françaises, de façon totale ou partielle. Pour les enfants de plus de onze ans, il devient même une « fourniture scolaire comme une autre », selon les mots du ministre de l'Éducation nationale, tandis que les salariés qui reprennent le chemin du travail devront dorénavant le porter en continu, à moins d'être seuls dans leur bureau. Face à une situation sanitaire jugée inquiétante, le masque est manifestement devenu – plus que les tests, dont la politique reste à ce jour illisible en France – l'instrument privilégié de la lutte contre une possible résurgence de l'épidémie.

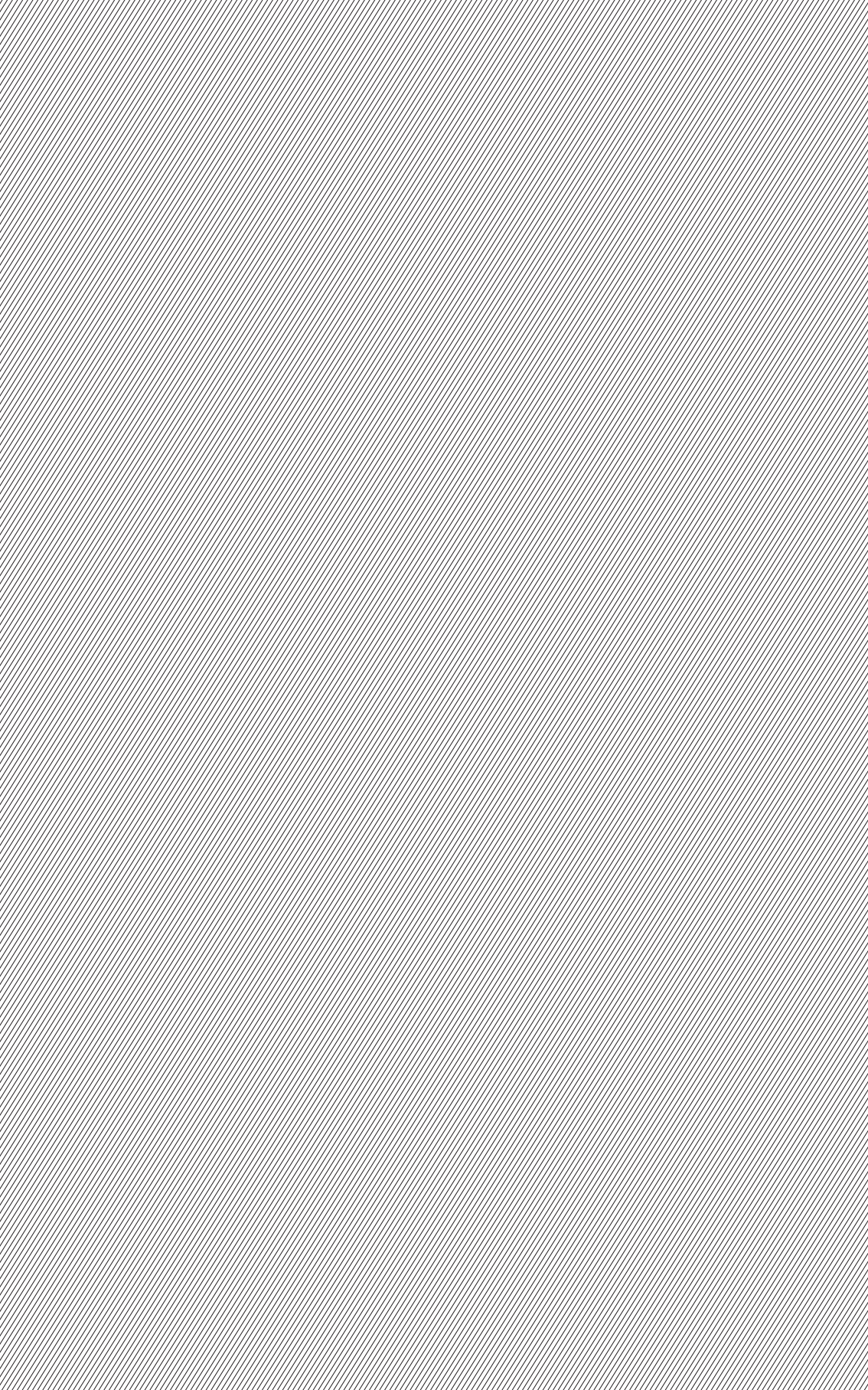
Ce petit objet raconte à lui seul l'histoire, déjà longue, de la manière dont nous avons fait face à l'apparition d'un virus dont nous ne savions rien ou presque. Il en a cristallisé les incertitudes, les tâtonnements, les polémiques aussi. Il paraît loin, le temps où le gouvernement en minimisait l'utilité, ne le déclarant indispensable que pour les personnes malades avérées. Puis ce furent les débats sur l'état du fameux stock, qui nous a tant manqué. Au-delà de la question des responsabilités des uns et des autres, sur laquelle la commission d'enquête parlementaire sur la gestion de la crise sanitaire – qui reprend ces jours-ci ses travaux – tentera de faire la lumière, il est certain que les changements de position sur les masques, tant leur disponibilité que leur utilité, ont considérablement affaibli le crédit de la parole politique dans ce moment critique. Dans

le même temps, le masque devenait le révélateur de chaînes d'approvisionnement mondialisées et fragiles, ainsi que de notre dépendance à la Chine. Cette dernière, principale fournisseuse de masques chirurgicaux à la France, cessa dès le mois de janvier de les exporter pour les garder à son usage. Et alors que l'on débattait de savoir quels types de masques étaient efficaces et dans quelles circonstances, des millions de masques en tissu étaient confectionnés dans les foyers et par les professionnels du textile, incarnant une des formes de mobilisation civique privilégiée pendant cette crise.

Il faut donc maîtriser une épidémie, tout en continuant de vivre.

Mais, avec la rentrée et l'automne qui arrive, le masque se trouve chargé d'une responsabilité nouvelle, qui est de résoudre une contradiction : celle de permettre à la vie économique et sociale de reprendre le plus normalement possible, tout en limitant au maximum les interactions physiques qui la sous-tendent d'ordinaire. C'est aussi que les priorités ont évolué. Autant au mois de mars dernier, l'enjeu était d'éviter la saturation des services de réanimation, face à l'augmentation vertigineuse du nombre de cas, autant le repoussoir absolu pour cette rentrée semble être la perspective d'un nouveau confinement généralisé. Les écoles, les lycées et les entreprises soulignent le besoin de revenir à des formes « présentesielles » d'interaction, mais les dernières semaines ont montré que celles-ci restent porteuses d'un risque de contamination. Il faut donc maîtriser une épidémie, avec laquelle nous n'en avons manifestement pas terminé, tout en continuant de vivre. Pour cela, nous nous en remettons essentiellement au masque. Reste à savoir comment cela fonctionnera concrètement, et si nous réussirons cet exploit de rester présents les uns aux autres sans constituer un danger les uns pour les autres : présents, mais neutralisés. C'est un nouveau chapitre de l'histoire de la pandémie qu'il nous faut entamer, celle de la vie avec le virus. Le masque est devenu, bon gré mal gré, l'outil indispensable pour avancer sur cette ligne de crête. Il est surtout le signe de la grande incertitude dans laquelle nous nous trouvons encore.

Esprit



À
PLUSIEURS
VOIX

VAGUE VERTE ET DÉBÂCLE D'EN MARCHÉ

Rémi Lefebvre

Le dernier scrutin municipal a été marqué, outre une abstention massive, par deux résultats politiques saillants : l'affirmation des écologistes dans les grandes métropoles et la déroute de La République en marche (LREM). Avant le séisme politique de 2017, les élections intermédiaires étaient analysées comme un test national permettant de mesurer les rapports de force politique entre deux élections présidentielles. Elles se manifestaient en général par le recul du pouvoir en place (l'élection municipale de 2014 entrainait parfaitement dans ce schéma politique et interprétatif). Ce modèle est-il applicable aux élections de 2020 ? Les résultats du scrutin sont-ils annonciateurs de tendances lourdes pour le cycle présidentiel qui est désormais sur le point de s'ouvrir ? Rien n'est moins sûr. Engagés dans la lutte pour le leadership à gauche, les écologistes ont cherché à nationaliser les enseignements du scrutin au risque de les déformer. Ce qui est néanmoins frappant dans les dernières élections municipales, c'est la désarticulation entre les arènes politiques locales et nationales.

Emmanuel Macron et Marine Le Pen restent favoris pour le second tour de l'élection présidentielle de 2022 (dans les premiers sondages, à prendre avec beaucoup de précautions), alors même que leurs mouvements n'ont qu'une implantation locale fragile, voire évanescence. Les victoires nationales ne semblent plus se construire localement, même si les dynamiques unitaires construites *par le bas* lors du scrutin municipal dessinent des perspectives de rassemblement intéressantes pour la gauche.

Que peuvent faire les écologistes ?

Les écologistes ont franchi un cap électoral significatif. Pour la première fois de leur histoire, ils sont en situation de responsabilité politique dans quelques grandes villes. Rappelons que huit maires écologistes ont été élus dans les quarante villes de plus de 100 000 habitants (Annecy, Besançon, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Marseille, Strasbourg, Tours). C'est un phénomène inédit. Europe Écologie-Les Verts (EELV) est devenue la troisième force dans la strate des grandes villes de France, derrière Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), qui en détiennent respectivement quatorze et treize. Notons aussi que, dans la quasi-totalité des cas, les listes à direction EELV se sont imposées dans un

contexte d'absence des sortants¹. Pour autant, EELV semble avoir bénéficié d'une forme de dégagisme municipal et d'aspiration au renouvellement politique que les candidats de LREM n'ont pas su cette fois capter. Les nouveaux maires EELV sont souvent jeunes, non professionnels de la politique, même s'ils sont rarement novices.

Dans la perspective de l'échéance présidentielle, ces villes vertes pourraient constituer des laboratoires de la transition écologique (elles peuvent aussi démontrer les obstacles auxquels elle se heurte et la difficile acceptabilité sociale de l'écologisation des politiques publiques). Les édiles écologistes pourront aussi y démontrer leur capacité de gestion et leur crédibilité pour l'exercice de responsabilités nationales. Mais ce succès affecte surtout les rapports de force internes à la gauche. EELV a affirmé une première fois son *leadership* lors des élections européennes en mai 2019 (avec 13,5 % des voix). Cette dynamique électorale est confirmée un an plus tard, d'autant plus que le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, évoque désormais la nécessité d'un « bloc » socialo-écologiste et envisage qu'il n'y ait pas de candidat socialiste à

la prochaine élection présidentielle. L'une des leçons du scrutin est que des candidats écologistes peuvent mener efficacement des listes de rassemblement derrière leur bannière. L'alliance entre le PS et les écologistes a démontré localement son attractivité et son efficacité électorale (elle constitue une menace pour La France insoumise qui, mal implantée localement, a cherché à « enjamber » les élections municipales).

L'alliance entre le PS et les écologistes a démontré localement son attractivité et son efficacité électorale.

Cette victoire municipale est aussi un trompe-l'œil. Beaucoup d'analystes ont oublié en juin dernier qu'il y a eu un premier tour... et n'ont analysé que le second. Or, en mars, 30 000 maires ont été élus dès le premier tour (un record). Ces élections municipales sont marquées par une très forte stabilité du pouvoir local (en dépit des nombreuses alternances observées dans les métropoles au second tour). La droite a engrangé, dès mars, d'innombrables victoires. Au premier tour, sur les villes de plus de 9 000 habitants, plus de 56 % ont été gagnées par Les Républicains et leurs alliés. Par un effet de loupe

1 - Voir Florent Gougou et Simon Persico, « Élections municipales : "Dans la quasi-totalité des cas, les listes à direction EELV se sont imposées en l'absence des maires sortants" », *Le Monde*, 3 juillet 2020.

politique et médiatique, l'attention s'est portée sur les grandes villes. Mais les métropoles ne sont pas la France (les fractures territoriales sont multiples). Il faut se garder pourtant de toute exégèse trop urbano-centrée. La poussée verte est incontestable, mais elle est encadrée dans une géographie et une sociologie singulières (assez proches de l'électorat LREM). Ce sont les électeurs urbains et diplômés qui ont voté majoritairement pour les candidats EELV. À gauche, le risque est grand de reconfigurer les rapports de force en fonction des enseignements de victoires très urbaines, dans un contexte de forte abstention et de désertion électorale des catégories populaires. Dans des villes à la sociologie aussi bourgeoise que Bordeaux ou Annecy, les candidats EELV n'ont pu être élus que grâce à l'appoint d'électeurs de LREM. Comment se comporteront-ils électoralement lors de la prochaine élection présidentielle ?

Les chances d'Emmanuel Macron sont-elles compromises ?

LREM a été largement désavouée alors même qu'une forme de macronisme municipal s'est imposée un peu partout. Elle n'a pas réussi à être audible sur le créneau de l'apolitisme gestionnaire (le « *en même temps* » de gauche et de droite) déjà préempté

par les maires sortants. Ces derniers ont adopté une stratégie de dépolitisation en occultant les signes de leur appartenance partisane. Les marcheurs n'avaient pas d'espace politique. L'étiquette LREM était aussi un stigmate pour les candidats...

Après les élections européennes, les ambitions du parti présidentiel étaient fortes : garder Lyon et Strasbourg et conquérir Paris, Marseille ou Bordeaux. Aucun de ces objectifs n'a été tenu. Le terme de débâcle électorale n'est pas excessif. Yvon Berland à Marseille ne recueille que 1,53 % des suffrages. Agnès Buzyn n'est même pas parvenue à être élu conseillère de Paris, alors que la liste LREM avait mobilisé un tiers des électeurs de la capitale aux européennes. Seuls les ministres en place ont conservé leur mairie (Le Havre, Tourcoing, Vernon). Le mouvement revendique au terme du scrutin 500 maires adhérents du mouvement et 10 000 conseillers municipaux (ce qui est peu pour un parti au pouvoir, alors qu'on recense 500 000 élus municipaux).

LREM a donc manqué l'étape de l'implantation locale, mais, ne l'oublions pas, ce mouvement, jeune et construit avant tout comme une entreprise présidentielle, n'était pas structuré pour affronter l'épreuve de

l'ancrage territorial². LREM a été créée pour porter les ambitions nationales d'un homme et a pris pour contre-modèle, dès son origine, les partis traditionnels, composés de notables (le PS constitue de ce point de vue un repoussoir). Le parti est très peu structuré localement et ne donne que peu de moyens à ses groupes locaux (il tente d'ailleurs d'amender actuellement ce fonctionnement par la mise en place d'un conseil territorial). La centralisation des investitures lors de ce scrutin, confiées à une commission nationale, a posé beaucoup de problèmes en favorisant la multiplication des dissidences (Paris, Lyon, Marseille...).

LREM a manqué l'étape de l'implantation locale.

Ce n'est pas sur le terrain local que le président de la République cherche à obtenir sa réélection, même si les élections intermédiaires constituent dans cette marche une épreuve à franchir (d'où ses velléités de reporter le scrutin des élections régionales). Le mouvement du président de la République essuie une défaite cuisante mais, faute de sortants, le scrutin n'a pas vraiment

activé un rejet du gouvernement en place. L'élection a été largement dénationalisée, ce qui a conféré une prime très forte aux maires en place. Emmanuel Macron avait d'ailleurs récusé tout enseignement national par avance en citant François Mitterrand : « *Je prendrai les maires que les Français me donneront*³. »

Il ne faut donc pas tirer trop d'enseignements nationaux de ce scrutin local, très particulier et marqué par une démobilisation électorale massive (l'élection présidentielle devient le seul scrutin où l'abstention est contenue). Le scrutin municipal confirme néanmoins le déplacement du centre de gravité à droite du mouvement présidentiel. LREM a investi 592 têtes de liste dans les villes de plus de 9 000 habitants, mais seules 289 de ces investitures ont échoué à des marcheurs et plus d'une centaine de maires issus de la droite ont reçu le soutien du mouvement. Au second tour, quand les listes LREM ont fusionné, ce fut à 90 % avec la droite (Bordeaux, Lyon, Clermont-Ferrand, Tours...). Dans ces villes, LREM a participé à des « fronts anti-climat » qui risquent de l'éloigner d'électeurs modérés attachés aux préoccupations environnementales. Cette droitisation du discours et de l'électorat d'En marche

2 - Voir Bernard Dolez, Julien Fretel et Rémi Lefebvre (sous la dir. de), *L'Entreprise Macron*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

3 - Voir Marion Mourgue *et al.*, « Derrière les municipales, des enjeux politiques », *Le Figaro*, 26 février 2020.

peut constituer un handicap pour la prochaine élection présidentielle. Tout se passe comme si Emmanuel Macron faisait le pari qu'élus en 2017 essentiellement avec les électeurs de gauche, il serait réélu cinq ans plus tard avec ceux de droite... Le macronisme est plus que jamais fort des faiblesses de la gauche. Cette dernière saura-t-elle se rassembler, et derrière quel candidat ?

LA FRACTURE ÉCOLOGIQUE

Erwan Ruty

On brocardait naguère les « écolos des villes », d'autant plus proches de l'écologie qu'ils vivaient loin de la nature. Cette réalité persiste en 2020 sous une forme renouvelée, avec l'écologie des métropoles. Les récentes élections municipales (ainsi que les européennes) ont confirmé ce phénomène jusqu'à la caricature. La fracture écologique, une fracture française de plus ? Que dit cette caricature de la disjonction entre question sociale et question environnementale, entre « fin du mois » et « fin du monde » ? Comment tenter d'y remédier ?

L'écologie des métropoles

Vingt villes, deux millions d'administrés. Nombre des plus grandes

villes de France sont à présent dirigées par les écologistes, ou par des forces écolo-compatibles, dans le cas de Paris ou de Rennes par exemple. Ingénieur et spécialiste de la finance, médecin, responsable associative, avocat, consultante juridique... les maires écologistes ressemblent à leurs électeurs, en plus prononcé. Ils sont cadres supérieurs ou issus des professions libérales, quand leur électorat est plutôt issu de la fonction publique. Globalement, on a affaire à des catégories de la population qui ont moins souffert que d'autres de la mondialisation néolibérale depuis les années 1980. Qui plus est, les métropoles qui ont voté écologiste sont pour la plupart des villes qui ont concentré la création de valeur au cours des dernières décennies.

Les métropoles qui ont voté écologiste ont concentré la création de valeur au cours des dernières décennies.

Le cas de Bordeaux est éloquent. Ses couches populaires ont déserté le centre pour les périphéries, accroissant les phénomènes de congestion automobile, d'étalement urbain pavillonnaire et développant les hypermarchés périphériques. Faut-il s'étonner si cette agglomération est

devenue l'un des bastions des Gilets jaunes ? Tout comme à Marseille, les centres-villes se sont renouvelés avec l'afflux d'une population de « gauche culturelle favorisée », tandis que les périphéries pavillonnaires ou de grands ensembles ont voté à droite ou se sont abstenues. Cette nouvelle base électorale centriste gentrifiée a parachevé l'homogénéisation sociale de la ville, et voté pour l'amélioration du cadre de vie. Car c'est bien de cadre de vie qu'il a d'abord été question dans toutes ces villes, et non de décroissance ou de l'émergence d'un nouveau système économique favorisant la mixité sociale sur un même territoire.

Base électorale et base sociale

Faut-il donc consacrer l'opposition entre le vote des métropoles tendance « bobo » et celui des villes petites et moyennes et des zones rurales, bref, des « périphéries » ? Il va être difficile de se départir de cette caricature. D'autant que ces victoires électorales se doublent d'une légitimité écornée par un abstentionnisme record (en particulier dans les couches sociales les plus touchées par la crise, qui semblent de plus en plus refuser la démocratie représentative). Si l'influence de l'écologie augmente, en particulier dans les classes moyennes favorisées, sa base sociale reste étique. L'écologie peut désormais obtenir une majorité

électorale, mais reste socialement minoritaire.

Les catégories sociales qui la portent ont été modérément affectées par la mondialisation, voire en ont profité, même si elles la combattent. Mais ce « vote dans les urnes » se double d'un « vote géographique » inverse, qui évide son contenu politique : parce qu'elle vit dans les zones les plus dynamiques économiquement (là où la création de valeur est la plus forte, dans l'économie tertiaire de la communication et du savoir), connaît des situations d'emploi favorables et accède aisément à des biens culturels, cette catégorie d'électeurs vit dans un autre univers que celui des soutiers de la société de consommation (les fameux « travailleurs essentiels »), qui en sont aussi la base productive. Il s'agit d'une minorité sociale (écologiste) qui semble déconnectée de ce que Braudel nommait la « civilisation matérielle » : elle bénéficie de la captation par les métropoles des retombées positives de « l'économie-monde », tout en étant protégée de ses effets négatifs. Ce faisant, elle semble déconnectée des réalités du « premier étage » de la société, alors même que l'écologie promeut justement ce premier étage, celui de l'économie domestique, locale, de proximité, valorisant plutôt la valeur d'usage des biens et services échangés. Relativement protégée des effets les

plus rudes de la mondialisation, cette population parvient même à recréer un tissu économique micro-local dans les centres-villes (Amap, artisans, petits commerçants...). Mais à des prix tels qu'en général les couches populaires, qui traditionnellement étaient les porteuses de cette économie, en sont dorénavant exclues, rejetées vers la société de consommation standardisée.

Une dynamique de transformation ?

Ainsi, l'opposition supposée entre deux lignes écologistes (Éric Piolle *versus* Yannick Jadot) relève de l'illusion politique. Elle est sans doute pertinente en termes de stratégie de conquête du pouvoir (faut-il s'allier à la gauche ou viser le centre ?). Mais elle ne dit rien de la manière de gouverner un pays lorsque l'on est socialement minoritaire. Et encore moins de la manière de changer un pays lorsqu'on ne représente qu'une fraction infime de la société.

Le mantra de la convergence « fins de mois/fin du monde » ne suffit pas à créer une dynamique socio-économique. Le changement ne peut s'opérer que par l'action de catégories sociales majoritaires qui portent ce mouvement et en profitent matériellement, *a fortiori* quand il implique un changement de système productif

et de société¹. Les mouvements sociaux qui ont changé la France se sont tous appuyés sur des populations en rébellion. Quelle classe sociale porte aujourd'hui l'idée écologique comme un besoin vital pour son existence propre, à l'instar de la manière dont le mouvement socialiste a été porté par la classe ouvrière ?

La transformation écologique du pays ne se fera que si une majorité sociale y trouve un intérêt concret. La question est donc : quel intérêt peuvent trouver à l'écologie ceux qui ont été victimes de l'industrialisation de l'agriculture (les paysans) ; ceux qui ont été éliminés du paysage économique sans bruit (mis à part quelques révoltes dites poujadistes) par la grande consommation, à savoir les artisans et les petits commerçants ; ceux qui ensuite ont été dissous par la désindustrialisation (la classe ouvrière) ; et alors que la classe moyenne elle-même se désagrège en une myriade de monades sans autre idéologie que celle d'un consumérisme anémique ? Comment rassurer ces groupes sociaux sur la pertinence d'une nouvelle révolution économique, alors que les précédentes ont conduit à leur déclin ? Alors que

1 - Il est risible d'objecter qu'en améliorant l'isolation thermique des bâtiments, on touche à la question sociale : cette mesure ne fait pas programme (d'autant que le caractère tant social qu'écologique de celle-ci reste ténu, aussi les couches populaires n'en ont-elles jamais fait un impératif).

tous se demandent plutôt : le déclassement, la misère, sera-ce pour nous ou pour nos enfants ?

Il faut à tout prix mettre ces populations majoritaires au cœur des réflexions sur le nouveau modèle productif que les écologistes espèrent voir advenir, celui de l'économie circulaire. Il faut même leur en confier les clefs. Si l'écologie des « sachants » ne sait pas comment faire appel à la France des « faisant », elle s'affaîssera dans un chaos social qui l'empêchera d'emprunter ce chemin.

Pour ce faire, le premier impératif est de réencastrer les métropoles dans une économie locale, territorialisée. De casser les Rungis et les voies périphériques qui les déconnectent de leur environnement proche, pour que dans la vie quotidienne, celle de la « civilisation matérielle », une économie de proximité se substitue à la dépendance envers l'« économie-monde ». C'est le premier objectif d'une relocalisation au profit d'activités motrices dans la transition écologique. Le tout mené par des agglomérations faisant travailler en symbiose villes-centres et communes limitrophes en matière de logement, de transports, d'échanges économiques et de foncier, d'éducation, de sport, de loisirs, de culture, sans chercher à externaliser leurs difficultés vers les périphéries.

Tel est l'enjeu de la constitution d'un écologisme municipal cohérent,

à l'aune de ce que fut le socialisme municipal : l'ébauche d'une contre-société qui, en combattant la précarité, est utile à la majorité de la population.

DES JEUNES SANS BERCAIL

Emmanuel Bodinier

Kevin avait 20 ans et vivait à la rue depuis trois ans loin de sa famille. Dans un parc, lors d'une marche contre la pauvreté, il nous regardait en se tenant à distance. Nous nous étions approchés et nous avions commencé une conversation. Il était sans bercail, sans famille, sans lien avec les institutions. Il était resté les quatre jours de la marche. Puis, un habitant de Chambéry lui avait prêté son jardin pour qu'il pose sa tente quelques jours. Les semaines étaient passées. Il s'était rendu une fois jusqu'à la mission locale. Un matin, il avait disparu, reparti sur les routes et sous les ponts. Qu'est-il devenu ? Combien de vies comme la sienne ? Combien de Rimbaud sans poèmes ? Comment comprendre qu'on abandonne ces jeunes concitoyens à leur sort de traverses et de misères ?

La question ne date pas d'hier. Le 4 octobre 1988, Jean-Michel Belorgey

prend la parole dans l'hémicycle doré de l'Assemblée nationale. Rapporteur du projet de loi créant le revenu minimum d'insertion, il soulève « *la grande question* » des jeunes. Il propose d'ouvrir le dispositif à ceux qui ont charge de famille et ajoute : « *Peut-être le gouvernement pourrait-il aussi faire des propositions en ce qui concerne les jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas réussi à s'insérer et qui ont en quelque sorte épuisé les possibilités qui leur sont offertes au titre des actions spécifiques. Mieux vaut, en effet, ne pas attendre quelques années encore pour leur donner de nouvelles chances.* »

Trente-deux ans plus tard, après plusieurs mois de confinement et les prémices d'une crise économique sans précédent, Stanislas Guerini, député et délégué général de La République en marche, affirme dans les colonnes d'un journal du soir : « *Pour éviter d'avoir une génération sacrifiée, une prime à l'embauche les concernant est nécessaire, ainsi que l'ouverture du revenu de solidarité active pour les moins de 25 ans.* » Les bébés des années 1980 ont dépassé la limite d'âge mais l'injustice demeure : les enfants des familles pauvres arrivent pauvres dans le monde adulte. Les gouvernements successifs sont restés de marbre comme les statues qui ornent la salle des séances de l'Assemblée nationale. Comment comprendre cette inertie politique ? Décrivons à grands traits les mondes sociaux traversés par cette question.

Statisticiens et chercheurs en sciences sociales ont accumulé les preuves d'une augmentation de la précarité des jeunes : hausse du nombre de jeunes sans-abri et de la pauvreté étudiante, recul de l'âge de la décohabitation familiale, précarisation des conditions d'emploi et taux de chômage plus élevé que la moyenne... D'un point de vue historique, certains ont démontré l'option préférentielle pour la solidarité familiale et professionnelle au détriment de la solidarité nationale. Cela accroît les écarts entre familles pauvres et riches, seules ces dernières pouvant soutenir les études et l'autonomie de celles et ceux qui entrent dans la vie adulte. À 20 ans, on regarde encore l'enfant du foyer fiscal et non l'adulte de la communauté politique. Mais quelle est encore l'influence de ces recherches sur la décision politique ?

Les jeunes précaires n'ont ni porte-parole ni mouvement organisé. La sphère médiatique met rarement le sujet à l'agenda. L'immolation d'un étudiant – Anas K. – devant un bâtiment universitaire, le 8 novembre 2019, a été vite oubliée. Il avait pourtant motivé son geste par sa pauvreté extrême. Ce silence fait partie du problème.

Au sein de la société civile organisée, l'élargissement du revenu minimum aux jeunes adultes a longtemps divisé. Les syndicats de salariés

se préoccupaient d'abord de l'entrée sur le marché du travail. Les syndicats étudiants privilégiaient l'augmentation des bourses ou un revenu d'autonomie distinct du revenu de solidarité active. La majorité des associations défendaient une extension, mais les voix discordantes s'élevaient, comme celles des associations familiales ou d'ATD Quart Monde. Les collectifs les plus militants ont toujours eu du mal à défendre l'élargissement d'un dispositif dont elles dénoncent le contrôle social. D'autres se focalisent sur des instruments *ad hoc*, comme la garantie jeunes dont le nombre de place est limité et dont les objectifs sont restreints à la recherche d'emploi. Ces derniers mois, dans le contexte de la crise de la Covid-19, un consensus s'est dégagé pour la première fois pour soutenir une telle mesure dans le cadre des collectifs Alerte ou celui du Conseil économique, social et environnemental.

Au Parlement, quand des voix s'expriment, elles sont étouffées par la logique des institutions de la V^e République. Le sujet est porté par quelques députés minoritaires. Les jeunes adultes des classes populaires ne votent pas beaucoup, sont moins organisés pour défendre leurs droits et intérêts et, malgré un suffrage qui n'est plus censitaire, sont totalement absents des instances « représentatives » de la nation. Cette absence

renforce la défiance des jeunes. La disparition de voix tribunitiennes alimente l'abstention et creuse un fossé démocratique dont on a de plus en plus de mal à mesurer l'étendue.

Le pouvoir exécutif est le nœud du problème. Par méconnaissance ou par cynisme, on entend parfois des ministres agiter de vieilles peurs – la paresse, l'oisiveté, voire l'indolence de la jeunesse – ou des métaphores usées, refusant que « les jeunes tombent dans l'assistance » comme dans le puits de l'oubli. En fait, ces décisions sont surtout motivées par une autre logique. La mécanique des lois de finances pilotée par Bercy a bridé d'autres politiques possibles¹. Les ministères sociaux (Jeunesse, Solidarités, Travail), qui défendaient après-guerre une vision du monde fondée sur la cohésion nationale et le prolongement des solidarités en temps de paix, remplissent désormais les tableaux d'objectifs et la justification au premier euro. Chaque mesure est passée au filtre d'une analyse coût/bénéfice visant la croissance du

1 - La transformation du RSA en une garantie de revenu à 18 ans inscrite dans le contrat fiscal par un crédit d'impôt mensualisé ; un droit d'études gratuites de plusieurs années utilisable tout au long de sa vie pour pouvoir réintégrer les décrocheurs ; une reconnaissance institutionnelle de la capacité des jeunes à s'engager au service du bien commun (défense de l'environnement, solidarités de proximité, participation démocratique) en développant les droits sociaux des services civiques (chômage, retraite, formation)...

ABONNEZ-VOUS

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr - www.esprit.presse.fr

100 % NUMÉRIQUE
À DURÉE LIBRE



7,50€/mois

INTÉGRAL
À DURÉE LIBRE



12€/mois

L'indépendance d'ESPRIT, c'est grâce à vous !

Une revue comme *Esprit* garde aujourd'hui toute sa place dans un paysage médiatique où l'information en continu et le besoin de spectacle l'emportent trop souvent sur la réflexion et le recul critiques. Nous vivons une époque de mutations profondes, où les mouvements de colère prospèrent, tandis que la démocratie semble partout fragilisée. Forts de nos convictions humanistes, donnons-nous les moyens de comprendre le monde qui vient !

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Pays : _____

Code postal : _____ Courriel : _____

Je souscris à un abonnement à partir du mois de : _____

Abonnement		Numérique	Intégral
À DURÉE LIBRE	France	7,50 €/mois	12 € / mois
	International	7,50 €/mois	12,85 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France	5 €/mois	8 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International	5 €/mois	8,85 €/mois
1 AN	France (10 numéros)	84 € <input type="checkbox"/>	130 € <input type="checkbox"/>
	International (10 numéros)	84 € <input type="checkbox"/>	140 € <input type="checkbox"/>
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France (10 numéros)	60 € <input type="checkbox"/>	91 € <input type="checkbox"/>
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International (10 numéros)	60€ <input type="checkbox"/>	101 € <input type="checkbox"/>

Je m'abonne directement sur le site **www.esprit.presse.fr** en payant par IBAN ou par CB.

Ou ☐ je choisis le paiement par chèque dans le cas d'un abonnement d'un an.

Merci d'envoyer votre bulletin d'abonnement à l'adresse suivante :

Esprit - Service relations clients - 12, rue du Cap Vert - 21800 Quétigny

Directrice de la publication
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSFAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14
www.transfaire.com

Création de la maquette originale et illustration de couverture : Ip-3 / Olivier Marty

Publié avec le concours du Centre national du livre

Dépôt légal août 2020 – Commission paritaire 0722 D 81899
ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-142-4

n° 467, septembre 2020

Achévé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
ZI, rue Maximilien Vox
Condé-sur-Noireau
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression : 1911.0444



Espriu est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* (www.eurozine.com)

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérogaphie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).